



L'ESSENTIEL 2014



Membre de la Coalition Internationale Sida



CONTACT

0 805 160 011
gratuit depuis un poste fixe
en France métropolitaine

AIDES – Tour Essor
14 rue Scandicci
93508 Pantin cedex

www.aides.org
www.seronet.info
facebook.com/aides
[@assoAIDES](https://twitter.com/assoAIDES)



RIGUEUR DE GESTION ET TRANSPARENCE FINANCIÈRE

AIDES est labellisée « don en confiance » par le Comité de la Charte. À ce titre, elle respecte les règles de la Charte sur le don en confiance en matière de transparence financière et de bonne gestion des dons.

CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERNES

AIDES est soumise au contrôle de la Cour des comptes et les comptes de l'association sont certifiés par le Commissaire aux comptes, le cabinet DEIXIS. Des audits sont par ailleurs menés par les bailleurs de fonds publics français (ministère de la Santé, Institut national de prévention et d'éducation pour la Santé) et européens (Commission européenne).

Toutes les informations de ce document sont issues des rapports, moral, d'activités et financier de l'année 2014, disponible sur le site internet de l'organisation www.aides.org rubrique « Qui sommes-nous ? / Rapports d'activités et Bilans financiers » ou obtenus sur simple demande écrite.

2014

30 ANS DE COMBATS

ET UNE NOUVELLE ÉTAPE VERS UN MONDE SANS SIDA

2014 a été marquée par des progrès notables et AIDES y a, une fois de plus, pleinement contribué. L'enjeu est considérable, car nous savons désormais comment mettre fin à ces épidémies. Chaque action, chaque innovation, chaque projet réalisé par l'association en 2014 a été dédié à cet objectif : garantir aux personnes les plus exposées un accès inconditionnel au dépistage et à la prévention, une prise en charge de qualité et le respect de leurs droits fondamentaux quel que soit leur genre, leur origine, leur classe sociale ou leur orientation sexuelle. Lorsque cet objectif sera atteint, les épidémies de sida et d'hépatites s'éteindront en quelques années. Mais avec 7 000 nouvelles contaminations en France en 2014, et 15 millions de malades privés de traitements dans le monde, le chemin est encore long.

En France, AIDES a encore intensifié ses actions de dépistage auprès des publics les plus vulnérables : plus de 43 000 tests rapides du VIH réalisés en 2014, chiffre en hausse constante depuis quatre ans. Et ce malgré une année 2014 difficile pour l'association qui a dû réduire son activité globale et ses effectifs en vue de rétablir sa situation financière en déséquilibre depuis 2012. Grâce au soutien de nos partenaires, de nos donateurs et à l'engagement constant de nos militant-e-s, nous continuerons donc malgré tout à déployer nos actions afin d'atteindre ces 30 000 personnes qui, en France, ignorent toujours qu'elles sont séropositives. Mais 2014 a aussi été une année de forte innovation. Investie dans des projets de recherche communautaire dont les résultats ont été salués dans le monde entier, AIDES a pu démontrer l'efficacité de nouveaux outils de prévention, comme le traitement préventif ou l'accompagnement à l'injection. Et nous mettons tout en œuvre pour que ces nouveaux outils soient accessibles à ceux qui en ont urgemment besoin.

Contre les hépatites aussi, AIDES a été particulièrement active en contribuant à la publication du premier rapport d'experts pour la prise en charge des hépatites et en menant un plaidoyer intense auprès des pouvoirs publics et de l'industrie pharmaceutique, pour que chaque malade ait accès au nouveau traitement contre l'hépatite C permettant des taux de guérison inédits.

À l'international enfin, AIDES a poursuivi en 2014 ses actions de plaidoyer en faveur de l'accès universel au traitement et initié des programmes dans plus de 20 pays pour faire avancer les droits des minorités. La baisse remarquable du nombre de morts et de nouvelles contaminations montre qu'investir contre le sida et mobiliser les personnes touchées, ça marche. Mais le virus a encore tué 1,2 millions de personnes en 2014 : plus que jamais, le combat continue.

Aurélien Beaucamp

Président

ACTIVITÉ TRANSVERSALE

AUPRÈS DES PUBLICS PRIORITAIRES

87 %

missions de maintien dans le soin et de réduction des risques



13 %

actions de mobilisation et de plaidoyer

43 300

ENTRETIENS de réduction des risques avec dépistage ont été réalisés

L'obligation pour AIDES de prendre des mesures drastiques pour réduire ses charges et retrouver une situation financière viable a fortement impacté son activité en 2014.

Au global, le nombre d'actions déployées sur tout le territoire a baissé par rapport à 2013. Seul le programme de dépistage rapide du VIH, au cœur de notre action de lutte contre le sida, a vu son nombre de propositions augmenté de +4 % malgré le contexte et ce grâce à la volonté et aux efforts de l'ensemble des militant-e-s de AIDES.

Au total AIDES a mené plus de 26 500 actions, 56 000 entretiens individuels et 43 300 dépistages en 2014.

→ **87 % des actions concernaient les missions de maintien dans le soin et de réduction des risques** auprès des populations prioritaires dont :

- 30 % réalisées auprès des consommateurs de produits psychoactifs (CPP) ;
- 17 % destinées exclusivement aux hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) ;
- 13 % auprès des personnes vivant avec le VIH ou les hépatites virales ;
- 8 % auprès des migrants ;
- 3 % auprès des personnes en situation de précarité, 2 % auprès des détenus, 1 % auprès des travailleuses-eurs du sexe.

→ **et 13 % des actions de mobilisation et de plaidoyer.**

Une proportion qui reste stable depuis ces deux dernières années.

Les programmes de prévention et dépistage

Au cours de ces trois dernières années, **le dépistage a effectivement pris une place majeure dans l'activité globale de AIDES**. En effet, 87 % des 10 500 actions de réduction des risques (RDR) et santé sexuelle, et 75 % des 56 000 entretiens individuels ont intégré une offre de dépistage du VIH.

43 300 entretiens de réduction des risques avec dépistage ont été réalisés. Activité en croissance par rapport aux années précédentes (23 000 en 2012, 41 800 en 2013).

L'un des principes fondamentaux des programmes de dépistage communautaire est de favoriser l'accès au dépistage par une offre gratuite de proximité dans les lieux de vie des communautés et autres espaces fréquentés par celles-ci nous permettant ainsi de toucher les personnes les plus éloignées du dépistage.

→ Presqu'un tiers des personnes dépistées étaient primo-testantes et pour la moitié, le dernier test datait de plus de douze mois. D'autre part, pour 42 % des personnes, leur dernier test datait de moins de douze mois.

→ **Le dépistage communautaire est donc pertinent comme stratégie de rattrapage** (pour rejoindre des personnes peu ou pas dépistées) **mais aussi en tant que stratégie de dépistage précoce** (pour les personnes qui renouvellent régulièrement leur test). 31 % avaient déjà réalisé un test au préalable. Ce taux est en constante augmentation depuis 2012 (9 % en 2012, 21 % en 2013) montrant une acceptabilité par les publics prioritaires.

→ 30 % des dépistages ont été réalisés auprès des HSH, 30 % auprès des hommes hétérosexuels et des femmes nées à l'étranger, 4 % auprès des travailleuses-eurs de sexe, 1 % auprès des consommateurs de produits psychoactifs par voie intraveineuse.

Le nombre de dépistages positifs est en augmentation depuis 2012 : 0,8 % ont reçu un résultat positif en 2014 versus 0,7 % en 2013.

S'agissant des lieux d'action, l'activité de AIDES s'organise majoritairement (57 %) en dehors des locaux de l'association. **Les militant-e-s vont à la rencontre des publics prioritaires** dans leurs lieux de vie (quartiers, marchés, gares, établissements commerciaux, lieux de rencontres, etc.) ou dans des structures associatives ou institutionnelles oeuvrant dans le champ sanitaire et social (établissements de soin, foyers, associations de prévention, établissements pénitentiaires, etc.).

Toutes ces données quantitatives nous confortent dans le constat que notre offre est pertinente et qu'elle s'inscrit efficacement dans les enjeux actuels de la lutte contre le VIH en France.

LE MATÉRIEL DISTRIBUÉ



775 528

préservatifs masculins



82 160

préservatifs féminins



433 966

gels



1 533 433

seringues

LES PERSONNES EN CONTACT



311 737

CONTACTS



212 060

hommes



2 658

trans



97 019

femmes

LES ACTIONS



26 507

ACTIONS

26 507 actions auprès de tous les publics cibles réparties entre : permanences réduction des risques et santé sexuelle, permanences réduction des risques auprès des consommateurs de produits, permanences d'accueil et soutien, actions collectives, atelier santé, échange entre pairs, etc.



56 170

entretiens
individuels



43 258

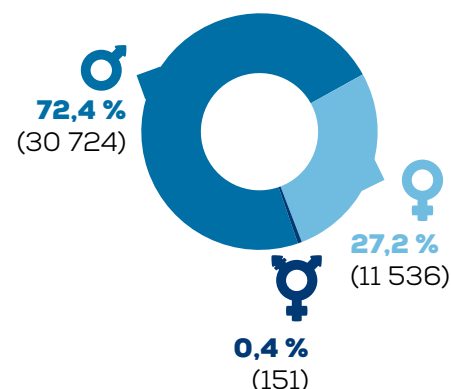
dépistages
rapide
du VIH



3 400

actions
de mobilisation
et de plaidoyer

DÉPISTAGE



**Total
42 411**

0,8 %

0,8 %

Positif

0,6 %

2 %

Positif



Campagne
«Pas de préservatif,
pas de sexe»

PLAIDOYER ET MOBILISATION : LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2014

Projet de loi de Santé : grâce aux malades, vous serez mieux soignés !

L'expertise des personnes concernées par le VIH ou une hépatite doit profiter à tous les usagers du système de santé. En 2014, AIDES s'est mobilisée pour faire valoir cette expertise auprès du gouvernement et des parlementaires lors de la phase de construction du projet de loi de Santé, qui sera voté fin 2015. Auditionnés à plusieurs reprises, nous avons permis l'intégration dans le projet de loi d'un certain nombre de mesures visant à améliorer l'accès aux soins et à la prévention. Notre plaidoyer a permis d'améliorer le texte de loi en faveur d'une meilleure lutte contre les refus de soins, d'un élargissement de l'offre de dépistage de l'hépatite C, de la mise en place de nouveaux dispositifs de réduction des risques liés à l'usage de drogues, et d'une meilleure représentativité des usagers dans les instances de santé.



Soigner ou expulser : une campagne de mobilisation 2.0 pour alerter les pouvoirs publics

Malgré nos mises en garde répétées depuis 2011, la situation des étrangers gravement malades résidant en France n'a cessé de se détériorer. En 2014, des personnes atteintes de pathologies lourdes comme le VIH, le cancer ou la tuberculose étaient expulsées chaque semaine vers des pays n'offrant aucune garantie d'accès aux soins. Au-delà du drame humain qui se joue à chaque expulsion, c'est la santé publique dans son ensemble qui est menacée. Pour sensibiliser l'opinion sur ce désastre sanitaire, AIDES et ses partenaires de l'Observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE) ont mené en 2014 une vaste campagne de mobilisation baptisée « Soigner ou expulser ». Des milliers de personnes ont ainsi pu interpeller les ministres de l'Intérieur et de la Santé via les réseaux sociaux, pour leur rappeler l'inhumanité d'un tel traitement.



Pénalisation de la prostitution : quand le travail du sexe tient colloque au Sénat

Déposée en 2014, la proposition de loi visant à lutter contre la prostitution a suscité une forte mobilisation du plaidoyer de AIDES. Cette proposition de loi menace en effet directement les conditions de vie et d'exercice des personnes en situation de prostitution, en les exposant davantage aux violences et aux risques sanitaires, en particulier au VIH. Afin de faire valoir nos arguments en santé et de faire entendre la voix des travailleuses-eurs du sexe dans les débats, AIDES et plusieurs associations partenaires ont tenu colloque au Sénat en juin 2014. L'occasion de rappeler que le pragmatisme en santé publique et la parole des personnes concernées doivent primer sur les postures idéologiques.

Hépatite C : une révolution thérapeutique qui doit profiter à tous et toutes

La mise sur le marché en 2014 de traitements hautement efficaces contre l'hépatite C laisse entrevoir la fin prochaine d'une épidémie qui tue encore 4 000 personnes par an en France. Plus efficaces, mieux tolérés, ces traitements offrent en trois mois un taux de guérison de plus de 90 %. Pourtant, deux obstacles de taille restent à lever : le prix de ces nouveaux traitements (42 000 € pour une cure de trois mois) et l'offre de dépistage encore largement insuffisante. AIDES s'est donc mobilisée sur ces deux fronts. Nous avons mis en place un plaidoyer intensif au sein d'un collectif associatif (TRT-5, Médecins du monde, le collectif « hépatites virales » et le Comede) pour que le prix de cette révolution thérapeutique n'en entrave pas l'accès. Nous avons également interpellé les pouvoirs publics afin que des tests rapides de l'hépatite C soient mis à disposition des associations. L'expertise de AIDES en matière de dépistage rapide et communautaire doit au plus vite bénéficier à la lutte contre l'hépatite C.

Pas de préservatif, pas de sexe : la campagne culte 2014

Vous l'avez sans doute vue sur les quais d'un métro ou à la télévision : notre campagne « pas de préservatif, pas de sexe » lancée en octobre 2014 a rencontré un vif succès auprès de tous les publics. Gays, jeunes, quinquas, libertins, chacun a pu se retrouver dans l'une des quatre déclinaisons de cette campagne déjà culte. L'objectif : cibler les communautés les plus exposées ou les publics oubliés des campagnes de prévention, et mettre l'accent sur le préservatif. Avec 850 000 préservatifs distribués en 2014, sa promotion reste un enjeu central pour AIDES. Erotiser le petit bout de latex, sensibiliser le grand public sur son utilité pour prévenir le VIH et les IST, est un challenge que nous relevons depuis 30 ans. Cette fois encore, mission accomplie.

Journée de la Disance 2014 : dire sa séropositivité pour rester Vivant !

Le 6 octobre de chaque année, la journée de la Disance invite les personnes vivant avec le VIH à exprimer une parole individuelle et collective sur leur façon de vivre leur séropositivité. En 2014, AIDES a soutenu et plébiscité l'excellent documentaire de Vincent Boujon, Vivant !.

Vivant !, c'est l'histoire de cinq garçons qui vont se retrouver ensemble le temps d'un saut en parachute, le temps de croiser leur parcours de vie et de nous livrer un peu de leur histoire. Leur point commun : la vie avec le VIH. Plus qu'un film, un saut dans l'inconnu à la fois drôle et touchant, loin des clichés qui étouffent parfois les personnes séropositives. Projeté en avant-première au Louxor, il a donné lieu à un passionnant débat entre les équipes du film et la salle. Unanimement salué par la critique, ce film brillant et salvateur a fait ensuite le tour des salles de France, provoquant des échanges nourris entre le public et nos militants sur la réalité de la vie avec le VIH aujourd'hui. AIDES est particulièrement fière d'avoir soutenu et accompagné ce film.





RECHERCHE ET EXPÉRIMENTATION

Faire de nos actions de terrain des observatoires de pratique, être à l'écoute des personnes exposées aux risques, s'investir ensemble dans des analyses, des études, et proposer de nouvelles méthodes d'intervention, de nouveaux outils.



ÉTUDE ANRS-AERLI : ACCOMPAGNER ET ÉDUCER AUX RISQUES LIÉS À L'INJECTION

Menée conjointement dans quatorze villes de France par l'ANRS, AIDES, Médecins du Monde et l'INSERM Marseille, cette étude a été présentée à la Conférence internationale sur le sida de Melbourne le 24 juillet 2014. Ses résultats plaident clairement en faveur d'une mise en place rapide de l'accompagnement à l'injection.

Aerli visait à évaluer la plus-value de sessions d'accompagnement délivrées par les pairs auprès d'usagers de drogues par injection. Ces sessions ont été réalisées sur une période de douze mois auprès de 113 usagers de drogues par voie intraveineuse, répartis sur huit centres en France. 127 autres usagers répartis dans neuf autres centres ont constitué le groupe témoin de l'étude. On observe parmi les usagers qui ont bénéficié d'Aerli :

- 40 %

EN 6 MOIS

des pratiques à risque
de contamination et de transmission
infectieuse (VIH et VHC)

- 40 %

EN 12 MOIS

des complications observées
sur les points d'injections
(abcès, infections)

En une année, le dispositif d'accompagnement a su faire évoluer les pratiques des usagers. Forts de ces résultats, AIDES plaide pour sa généralisation sans délais sur l'ensemble du territoire. Notre action auprès des pouvoirs publics a permis d'intégrer ce dispositif dans le projet de loi de Santé en débat en 2015.

L'ESSAI IPERGAY

Le 29 octobre 2014, la prévention VIH entre dans une nouvelle ère : un traitement permet désormais à une personne séronégative d'éviter la contamination.

L'essai français Ipergay, mené par AIDES et l'ANRS, démontre l'efficacité d'un médicament antirétroviral (ARV) en utilisation préventive pour réduire le risque d'infection par le VIH chez des personnes séronégatives. Les premiers résultats publiés par l'ANRS font état « d'une réduction très importante du risque d'infection par le VIH » chez les personnes ayant pris ce médicament au moment de l'exposition sexuelle.

AIDES voit dans ces résultats une opportunité historique de faire chuter le nombre de nouvelles contaminations parmi les populations les plus exposées au risque VIH. Le design particulier de l'essai (une prise « à la demande » avant et après les rapports sexuels) et l'accompagnement des participants assuré par nos militants depuis 2012 ont favorisé la bonne observance à ce traitement préventif et, de fait, son efficacité. Car l'essai ne se contentait pas d'une simple prise d'ARV : les rencontres régulières avec les volontaires, le dépistage régulier du VIH et des IST et le travail de counselling en réduction des risques réalisé par nos militants ont été déterminants pour la réussite de cet essai et pour la santé des personnes impliquées. AIDES demande l'accélération du processus d'examen de sa demande de RTU (Recommandation temporaire d'utilisation). L'accès aux ARV doit être garanti pour toutes celles et tous ceux qui en ont urgemment besoin.



FLASH PREP

Afin d'évaluer le nombre et les caractéristiques des personnes qui pourraient être intéressées par le traitement préventif (PrEP), une enquête flash a eu lieu du 31 mars au 13 avril 2014 auprès des personnes rencontrées dans les actions de dépistage de AIDES. Parallèlement, ce questionnaire a été mis en ligne et publicisé par de nombreux sites internet pendant tout le mois de mai. Nous avons reçu 928 questionnaires papier et 2 096 personnes ont répondu sur internet.

Des analyses montrent que 4,5 % des répondants ont déjà utilisé la PrEP hors essais cliniques. Face à ce constat, une étude a été déposée à l'ANRS pour mieux comprendre le vécu et les besoins de ces usagers de PrEP sauvage.



L'OFFRE EN SANTÉ SEXUELLE

L'offre en santé sexuelle est expérimentée sur trois sites en France : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en Île-de-France et en Alsace. Les objectifs de cette offre visent à :

- créer un programme d'offres combinées pour répondre aux besoins en santé sexuelle des publics les plus éloignés du soin : dépistage, santé reproductive, droit violence, discrimination, parcours santé trans et santé sexuelle globale ;
- établir un parcours en santé sexuelle par la mise en place de partenariats avec des professionnels de la santé et l'appropriation du parcours par les personnes.

Ces projets donneront leurs premiers résultats en 2015.



LUTTER À L'ÉCHELLE MONDIALE

Ce fut une année très active à l'international avec le démarrage de trois nouveaux programmes à la fois en termes de soutien aux associations locales de lutte contre le sida et de plaidoyer européen et international.

DROITS HUMAINS

AIDES a lancé en 2014 le projet Droits Humains, co-financé avec l'AFD. Ce projet entend permettre la montée en puissance du plaidoyer sur les droits des populations clés dans plusieurs pays africains (Algérie, Tunisie, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Cameroun et Burundi) et dans deux pays caribéens (Saint-Domingue et Haïti) à travers le recrutement de chargés de plaidoyer au sein des associations partenaires. Ils seront chargés de documenter les violations des droits de populations vulnérables et porter le plaidoyer sur ces questions au niveau national, régional et international.

DES INNOVATIONS AU SEIN DU RÉSEAU AFRICAGAY CONTRE LE SIDA

Les publics gays sont particulièrement stigmatisés et parfois victimes d'homophobie. Sur 54 pays africains, 38 pénalisent l'homosexualité de peine de prison ou de mort.

Deux nouvelles associations ont intégré le réseau portant son nombre à 21, dont 19 africaines, et cinq autres ont fait une demande d'adhésion. Africagay contre le sida reste donc un réseau très dynamique. Dans l'objectif de le rendre plus visible et de faciliter les échanges d'informations et de bonnes pratiques entre membres, le réseau a mis en place un porte-parolat ayant pour mission de représenter le réseau auprès des médias, partenaires et structures extérieures. Il s'est doté d'un maillage de représentants du réseau au sein de chaque association.

De nouvelles mesures efficaces dès 2014 :

- Prise de parole du réseau dans les médias pour dénoncer l'homophobie d'état mis en place dans certains pays qui criminalisent l'homosexualité comme l'Ouganda et le Nigéria ;
- Rencontres des chancelleries diplomatiques et des organisations internationales (ONUSIDA et Fonds mondial de lutte contre le sida) pour définir des stratégies de limitation de l'impact de ces lois sur les communautés et plus globalement sur la lutte contre le sida ;
- Implication du réseau dans l'adoption d'une résolution des Nations-Unies sur les violences liées à l'orientation sexuelle.

SUR

54

PAYS AFRICAINS

38

PÉNALISENT
L'HOMOSÉXUALITÉ

PLATEFORME EUROPE

Constatant depuis quelques années une progression inquiétante des épidémies VIH et hépatites en Europe, AIDES et ses partenaires européens de la Coalition PLUS, ARAS (Roumanie), GAT (Portugal) et Groupe Sida Genève (Suisse) ont décidé d'y répondre par la mise en place d'une plateforme pilotée par AIDES et dont les priorités sont :

- l'échange d'expertise et de pratiques entre les membres de la plateforme ;
- la définition et la mise en œuvre d'une stratégie commune de plaidoyer ;
- la mobilisation d'un réseau plus large d'associations européennes sur des initiatives de plaidoyer ou de capitalisation de l'expertise communautaire.

Nommée représentante de la France au Civil society forum HIV/AIDS de la Commission européenne, AIDES intervient désormais dans cet espace d'échange avec les autres membres de la société civile européenne pour construire des stratégies d'action communes sur des enjeux clefs comme par exemple les nouvelles stratégies de prévention dont la PrEP.

LE RENFORCEMENT DE CAPACITÉS DES ASSOCIATIONS DU SUD

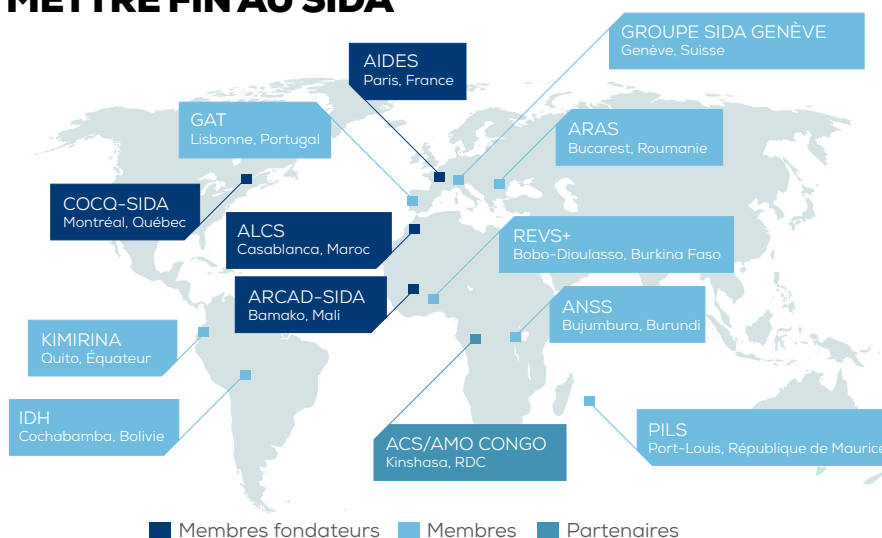
Un nouveau programme de deux ans a démarré en 2014, financé par l'AFD et AIDES. Il s'inscrit dans la continuité des actions internationales de AIDES en faveur du renforcement de capacités des associations de lutte contre le VIH menées depuis 2005. Ce programme nommé « Transfert » consiste en la création de quatre plateformes géographiques (Maghreb, Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et de l'Est et Océan Indien) visant à soutenir un plus grand nombre d'associations locales. La coordination de ce programme a été confiée à quatre associations africaines membres de Coalition PLUS : ALCS (Maroc), ARCAD SIDA (Mali), ANSS (Burundi), PILS (Île Maurice).

Deux objectifs spécifiques ont guidé le travail en 2014 autour de ces plateformes :

- Transférer les méthodes, outils et bonnes pratiques développées par AIDES et accompagner la mise en place des plateformes dans les quatre zones géographiques.
- Assurer la continuité des actions de renforcement de capacités auprès de plus de 50 associations de lutte contre le sida.

LA COALITION PLUS : UN MOUVEMENT COMMUNAUTAIRE POUR METTRE FIN AU SIDA

La Coalition PLUS, cofondée par AIDES, compte aujourd'hui treize adhérents. Présente sur quatre continents, elle est une union internationale d'ONG qui met au centre de ses actions la démarche communautaire. Les personnes vivant avec le VIH ou les plus exposées au virus sont en effet celles les plus à même d'exprimer leurs besoins et doivent donc être décisionnaires dans tous les dispositifs thérapeutiques, de prévention, de gouvernance, de recherche ou encore de plaidoyer.



RAPPORT FINANCIER

ACTIF (montants en K€)	2014	2013
Immobilisations incorporelles	13	5
Immobilisations corporelles	3 897	4 315
Immobilisations financières	915	978
ACTIF IMMOBILISÉ	4 825	5 298
Stocks	10	10
Créances	5 132	4 023
Disponibilité	2 805	438
ACTIF CIRCULANT	7 946	4 471
Compte de régulation	184	354
TOTAL ACTIF	12 955	10 123

PASSIF (montants en K€)	2014	2013
FONDS PROPRES	2 051	-614
Provisions pour risques et charges	1 254	2 395
Fonds dédiés	911	362
Dettes	5 521	6 734
AUTRES PASSIFS	7 686	9 491
Comptes de régulation	3 218	1 246
TOTAL PASSIF	12 955	10 123

RÉSULTAT

L'exercice 2014 se solde par un résultat excédentaire de 2 787 K€, représentant environ 6,68 % des produits d'exploitation 2014. L'exercice 2013 s'était soldé par un déficit de (-2 374 K€) représentant environ 5,65 % des charges d'exploitation. Le déficit 2012 représentait 3,14 % des charges d'exploitation.

Face à l'aggravation des difficultés économiques auxquelles l'association doit faire face depuis 2012, l'année 2014 a été marquée par la mise en place d'un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), annoncé en Comité central d'entreprise le 12 décembre 2013. Les comptes 2013 avaient supporté une provision pour risques et charges de 2 000 K€ liée à la mise en place du PSE en 2014.

Le résultat 2014 se décompose de la manière suivante :

- **Le résultat propre de AIDES : il est excédentaire et s'élève à 1 743 K€.**
- **Le résultat sous contrôle de tiers financeurs : le résultat net cumulé s'élève à 1 044 K€.** Il comprend un excédent sous contrôle de tiers financeurs de 1 159 K€ et un déficit sous contrôle de tiers financeurs de 115 K€. Il s'agit des résultats des établissements médico-sociaux : Caarud, ACT, SAVS. La décision finale d'affectation des excédents et des déficits appartient à la tutelle de ces établissements, l'État représenté par les Agences régionales de santé (ARS) : les « tiers financeurs ». Le résultat est à sa disposition, celui-ci a deux ans pour nous faire part de sa décision de nous laisser utiliser ces sommes ou de demander leur restitution.

Le résultat 2014 permet à l'association AIDES d'améliorer ses fonds propres et de revenir à une situation positive de ces derniers. Les deux années précédentes ont connu des déficits conséquents entraînant des fonds propres négatifs à la clôture des comptes 2013. **Le montant des fonds associatifs augmente de 434 %, passant de (-614 K€) en 2013 à 2 051 K€ en 2014, soit une augmentation de 2 665 K€.** Il est à noter que dans ces 2 051 K€ de fonds associatifs, 988 K€ constitue une réserve Caarud susceptible d'impacter les résultats futurs et donc d'amputer d'autant les fonds propres.

Le niveau des fonds associatifs correspond ainsi à 19 jours de fonctionnement en 2014.

L'année 2014 ne saurait être considérée comme une « année-étalon » représentative dont le résultat serait transposable sur les exercices à venir.

En effet, les mesures d'économie drastiques adoptées, le ralentissement relatif de l'activité dû à la vacance de nombreux postes durant le PSE ainsi que l'effet des mesures nouvelles tardives nous incitent à recommander la prudence pour un exercice 2015 qui devrait être plus représentatif de l'activité et du fonctionnement de la nouvelle organisation de AIDES.

RÉSULTAT 2014



2013 : -2,4 M€



RÉSULTAT
propre de AIDES



RÉSULTAT
sous contrôle de tiers financeurs



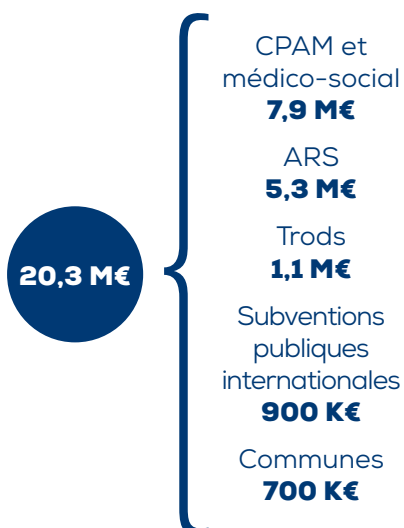
RESSOURCES 2014



FINANCEMENTS PRIVÉS



FINANCEMENTS PUBLICS



EMPLOIS

Le montant total des charges s'élève à **39,15 M€ en 2014**, contre 42,57 M€ en 2013. Soit une baisse des charges de 3,42 M€.

La baisse des charges de près de **8% en 2014** est l'une des raisons principales de l'excédent sur l'exercice.

- La masse salariale a baissé de 1,3 M€, à la suite du PSE pour atteindre 19,9 M€. Elle représente 50,9 % des charges. L'effectif total compte 414 salariés au 31 décembre 2014 contre 456 salariés au 31 décembre 2013. Ce qui représente 387 Equivalents temps plein (ETP) en décembre 2014 contre 428 ETP en décembre 2013. Le coût global du PSE a été de 2,7 M€.
- Une baisse de 1,3 M€ sur les achats et services extérieurs liée à un ralentissement ponctuel de l'activité globale et à la mise en œuvre de mesures d'économie sur toute l'année.

Enfin, conformément aux informations remises aux donateurs, AIDES lutte contre le VIH au niveau international, par ses propres programmes, d'une part, et, d'autre part, en tant que membre fondateur de la Coalition PLUS à laquelle elle reverse une partie de ses dons à hauteur 2 000 K€.

RESSOURCES

Le montant total des ressources s'élève à **41,9 M€ en 2014**, contre 40,2 M€ en 2013. Les produits sont donc en hausse de 4,34 %, pour un montant de 1 743 K€. Néanmoins, il faut considérer dans ces produits 2 M€ de reprise des provisions prévues pour le PSE. Ainsi, la tendance constatée au plafonnement des ressources se confirme.

Les ressources privées

L'année 2014 enregistre une nouvelle baisse des financements privés, en hausse constante entre 2005 et 2012.

Le total des financements privés s'élève à 18,7 M€ en 2014, contre 19,1 M€ en 2013 soit une baisse de (- 426 K€). Ils représentent 44 % des ressources en 2014, contre 45 % en 2013 et 47 % en 2012.

Les ressources privées comprennent :

- L'ensemble des actions de collecte pour 18,5 M€ (collecte de rue, dons ponctuels, mécénat, opérations de collecte type braderie, legs, etc.).
- Les autres financements privés pour 131 K€ (subventions privées, etc.).

Les legs sont stables en 2014. À noter l'augmentation de 372 K€ entre 2014 et 2013 des **mécénats et partenariats**.

Les financements publics

Les financements publics, subventions nationales et internationales, s'élèvent à 20,3 M€ alors qu'ils se situaient à 19,5 M€ en 2013. Ils représentent 48 % des ressources en 2014, contre 45 % en 2013, et 46 % en 2012.

La variation à la hausse du total des financements publics est de **793 K€**, dont **747 K€** à destination des établissements médico-sociaux.

Deux points peuvent être précisés. En 2014, à la suite de la mise en place de deux programmes pour des actions menées à l'international, les financements du ministère des Affaires étrangères via l'Agence française de développement ont augmenté de 600 K€. Une dotation exceptionnelle de 500 K€ de la Cnam perçue en 2013 n'a pas été reconduite en 2014.

MISSIONS SOCIALES

Les missions sociales de AIDES correspondent aux priorités par population du plan national de lutte contre le VIH. Ainsi, AIDES mène en France des actions de prévention, de soutien et de défense des droits auprès des populations les plus vulnérables face au VIH/sida et aux hépatites : les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes ; les migrants originaires d'Afrique subsaharienne ; les personnes usagères de drogues ; les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite ; les femmes, etc.

Nos missions intègrent les actions de démarche qualité, d'innovation et d'expérimentation de nouvelles formes d'actions auprès de ces populations, de formations de volontaires et salariés de AIDES, d'information sur les traitements et les avancées de la recherche, l'information et la sensibilisation du public ainsi que le plaidoyer politique.

En 2014, AIDES a poursuivi son engagement dans la lutte contre le sida à l'échelle internationale, en Afrique et dans les Caraïbes. En Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, AIDES met en place le programme Transfert pour renforcer les compétences des associations partenaires et le soutien aux actions auprès des groupes les plus exposés. Dans les Caraïbes, en lien avec les actions en Guyane, Guadeloupe, Saint-Martin et Martinique, AIDES développe des programmes avec Haïti, le Suriname, Saint-Domingue et Sint Marteen. Les partenaires de ces trois régions, avec AIDES, s'investissent dans un programme de défense des droits des minorités soutenu par le ministère des Affaires étrangères via l'Agence française de développement (AFD).

Enfin, en tant que membre fondateur, AIDES soutient la Coalition International Sida (PLUS) dans le déploiement de ses programmes à l'international.

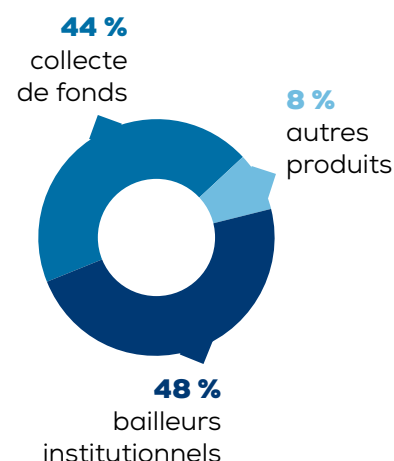
En 2012, près de 70 % des dépenses ont été consacrées aux missions sociales, c'est à dire aux actions de lutte contre les épidémies de VIH et d'hépatites et de soutien aux personnes et aux groupes les plus exposés, en France et à l'international. Les dépenses liées aux missions sociales s'élèvent à 29 M€.

MODÈLE ECONOMIQUE

En 2014, les ressources de AIDES proviennent à 48 % de bailleurs institutionnels, à 44 % de la collecte de fonds (dons, mécénat, et libéralités) et à 8 % d'autres produits.

Malgré un contexte de crise économique en France, la collecte de fonds et notamment la collecte de rue, demeure l'un des piliers stables et en permanente progression de nos ressources. Environ 24 000 nouveaux donateurs ont décidé de soutenir AIDES en 2014. La confiance des donateurs garantit plus que jamais notre indépendance financière future. La collecte de rue participe aussi très largement à l'information et à la sensibilisation du grand public aux enjeux de lutte contre le sida et les hépatites virales au niveau national et à l'international.

Toutes ces actions n'auraient pas pu être accomplies sans l'aide de nos 780 volontaires pour plus de 127 599 heures valorisées cette année à hauteur de 2 361 K€ et sans des espaces de communication et de prestations de services gracieusement offerts par les médias valorisés à hauteur de 715 K€.



EMPLOIS (montants en euros)	2014	2013
1 - Missions sociales	29 092 375	30 823 263
2 - Frais de recherche de fonds	3 374 927	4 578 302
3 - Frais de fonctionnement	5 078 463	4 670 546
I- Total des emplois de l'exercice inscrits au compte de résultat	37 545 765	40 072 112
II - Dotations aux provisions	984 423	2 255 755
III - Engagements à réaliser sur ressources affectées	621 673	241 834
IV - Excédent de ressources de l'exercice	2 787 139	0
V - Total général	41 939 001	42 569 701
Évaluation des contributions volontaires en nature	3 075 890	7 430 532

RESSOURCES (montants en euros)	2014	2013
1 - Ressources collectées auprès du public	18 546 732	18 792 751
2 - Autres fonds privés	365 389	582 566
3 - Subventions et autre concours publics	20 322 444	19 529 356
4 - Autres publics	346 226	245 944
I- Total des ressources de l'exercice inscrites au compte de résultat	39 580 791	39 150 617
II - Reprises de provisions	2 285 538	816 907
III - Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	72 671	228 237
IV - Insuffisance de ressources de l'exercice	0	2 373 939
V - Total général	41 939 000	42 569 700
Évaluation des contributions volontaires en nature	3 075 890	7 430 532

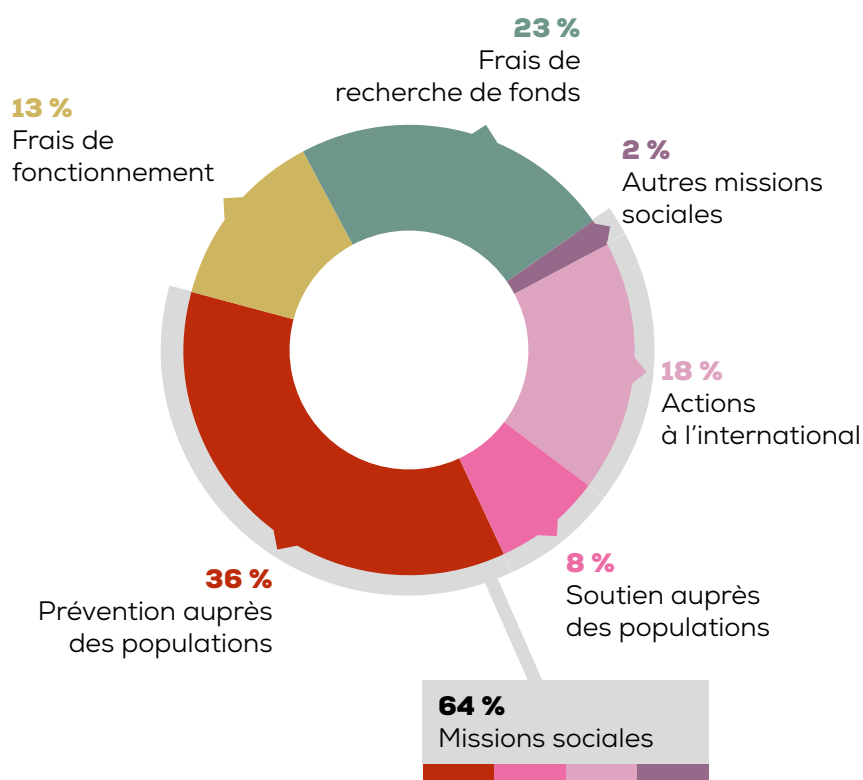
UTILISATION DES RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC

Les ressources issues de la générosité du public s'élèvent à 18,5 M€ en 2014 ; elles représentent 44 % des ressources de l'année.

La répartition de l'emploi de ces ressources est :

- 64 % pour le financement des missions sociales ;
- 23 % pour le financement des frais de recherche de fonds ;
- 13 % sur le financement des frais de fonctionnement.

Répartition des emplois par destination



Répartition des ressources par provenance

